

UN L... Y



NATIONS UNIES

M/150 1963

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/34/377  
16 août 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire<sup>x</sup>

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance au Mozambique

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 33/126 du 19 décembre 1978 relative à l'assistance au Mozambique, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle au Mozambique et de faire procéder à une étude de la situation économique du Mozambique et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
2. Le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission d'étude se rende au Mozambique en vue de procéder à des consultations avec le gouvernement sur la situation économique de ce pays et les progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique. Le rapport de la mission d'étude, qui se trouve ci-joint en annexe, décrit la situation économique et financière du pays et donne un résumé des progrès réalisés pour ce qui est de l'exécution du programme spécial d'assistance économique.
3. Au paragraphe 15 de la résolution 33/126, l'Assemblée générale a invité plusieurs organismes et institutions spécialisées des Nations Unies à attirer l'attention de leurs organes directeurs, pour qu'ils examinent la question, sur l'assistance qu'ils apportent au Mozambique et à rendre compte des résultats de leur assistance et de leurs décisions au Secrétaire général en temps voulu pour que l'Assemblée puisse les examiner à sa trente-quatrième session. En outre, au paragraphe 14 de la résolution, les institutions spécialisées et autres organisations compétentes du système des Nations Unies ont été priées de rendre compte au Secrétaire général des mesures qu'ils avaient prises et des ressources qu'ils avaient rendues disponibles pour aider le Mozambique. Le texte de la résolution 33/126 a été communiqué aux organismes et institutions concernés et leur attention a été attirée sur les demandes spécifiques qui leur ont été adressées par l'Assemblée. Leurs réponses seront publiées en tant qu'additif au présent rapport.

<sup>x</sup> A/34/150.

ANNEXE

Rapport de la Mission d'étude au Mozambique

(du 27 mai au 3 juin 1979)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapnes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 8	1 bis
II. SITUATION ECONOMIQUE .....	9 - 27	3
A. Généralités .....	9 - 15	3
B. Situation financière de l'Etat .....	16 - 20	4
C. Balance des paiements .....	21 - 27	6
III. TRAITS PARTICULIERS DE LA SITUATION AU MOZAMBIQUE .	28 - 73	9
A. La situation alimentaire .....	29 - 44	9
B. Attaques et perturbations .....	45 - 50	13
C. Réfugiés .....	51 - 73	15
1. Renseignements généraux .....	51 - 61	15
2. Centres de réfugiés .....	62 - 68	17
3. Centres improvisés .....	69	20
4. Assistance requise .....	70 - 73	20
IV. PROGRES ACCOMPLIS DANS L'EXECUTION DES PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE .....	74 - 91	22
A. Projets nécessitant une assistance d'urgence ..	76 - 86	22
B. Assistance internationale .....	87 - 91	26

APPENDICES

I. Liste provisoire du matériel nécessaire pour la remise en état de la centrale de Mavudzi .....	30
II. Matériel pour l'aménagement d'un réseau électrique auxiliaire dans la province de Sofala .....	32

## I. INTRODUCTION

1. Le rapport du Secrétaire général concernant l'assistance au Mozambique (A/33/173 et Corr.1), qui a été examiné par l'Assemblée générale à sa trente-troisième session, énumérait les résolutions antérieures relatives à l'assistance à ce pays adoptées par le Conseil de sécurité, l'Assemblée et le Conseil économique et social, et mentionnait plusieurs rapports relatifs à l'assistance à ce pays qui ont été publiés depuis que le gouvernement mozambicain a décidé, le 3 mars 1976, d'imposer des sanctions contre la Rhodésie du Sud.
2. Le 19 décembre 1978, l'Assemblée générale a adopté la résolution 33/126 concernant l'assistance au Mozambique dans laquelle elle souscrivait pleinement à l'évaluation et aux recommandations principales figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique (A/33/173 et Corr.1), et priait à nouveau la communauté internationale de fournir une assistance financière, matérielle et technique au Mozambique.
3. L'Assemblée générale a aussi prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du Mozambique et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
4. Le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission d'étude se rende au Mozambique du 27 mai au 3 juin 1979, pour tenir des consultations avec le Gouvernement sur la situation économique du pays et obtenir des renseignements sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique. La mission était dirigée par le Coordonnateur commun des programmes spéciaux d'assistance économique du Bureau des questions politiques spéciales.
5. La mission a été reçue par le Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des transports et des communications. Les ministres ont mis les membres de la mission au courant de la situation économique et financière du Mozambique et donné des précisions sur l'assistance fournie par la communauté internationale. Ils ont souligné qu'un appui et une assistance supplémentaires étaient requis d'urgence pour le Mozambique.
6. Plusieurs documents d'information ont été établis par le Gouvernement mozambicain en vue de faciliter la tâche de la mission d'étude. Ces documents portaient sur la situation budgétaire, la position de la balance des paiements, les importations nécessaires pour 1979, les effets du cyclone "Angela" et de la sécheresse sur les disponibilités alimentaires, le nombre de réfugiés et leurs besoins, et les conséquences des raids armés et perturbations causées par les forces du régime illégal de la Rhodésie du Sud.

7. Ces documents, ainsi que d'autres aspects de la situation économique et financière ont été examinés lors d'une série de réunions avec les fonctionnaires concernés du Ministère des finances, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère du commerce extérieur, de la Banque du Mozambique, de la Direction nationale de la coopération technique, et de la Direction nationale pour les réfugiés.

8. La mission tient à souligner combien elle est reconnaissante au Gouvernement mozambicain de l'aide qui lui a apportée. Le gouvernement a tout mis en oeuvre pour préparer la visite de la mission et lui a fourni tous les renseignements nécessaires pour l'étude. La mission souhaite dire aussi combien elle a apprécié l'assistance que lui ont fournie le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que d'autres représentants du système des Nations Unies au Mozambique. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a eu l'obligeance de prendre les dispositions voulues pour assurer à la mission le concours d'un haut fonctionnaire du HCR au Mozambique dans l'examen de la situation en ce qui concerne les réfugiés.

## II. SITUATION ECONOMIQUE

### A. Généralités

9. L'économie du Mozambique a fait l'objet d'une description assez détaillée dans les précédents rapports du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique. Bien que l'économie ait donné de très nets signes de reprise en 1978, la situation économique et financière reste préoccupante.

10. Le secteur industriel continue de souffrir d'une pénurie de matières premières et de pièces détachées résultant de la situation critique en matière de devises. Cela est particulièrement vrai dans l'industrie textile et dans l'industrie de fabrication des métaux. Cependant, des devises ont été allouées aux matières premières et aux pièces détachées, permettant à certains secteurs industriels d'enregistrer une augmentation sensible de la production. Par exemple, les estimations provisoires montrent que, entre 1977 et 1978, l'industrie des huiles comestibles a enregistré une augmentation de la production d'environ 18 p. 100, l'industrie des savons et des détergents d'environ 30 p. 100, l'industrie sucrière de quelque 3 p. 100, l'industrie des boissons de l'ordre de 20 p. 100, l'industrie du ciment de 9 p. 100 et les produits pétroliers d'environ 40 p. 100.

11. On a également enregistré un important accroissement de la production de produits agricoles commercialisés. De 1977 à 1978, la commercialisation du maïs a presque doublé et celle du riz s'est accrue de 20 p. 100. La production de coton a augmenté de 40 p. 100 et celle de thé de 10 p. 100. La quantité de pommes de terre locales commercialisées a augmenté de près de 500 p. 100.

12. Dans les secteurs sociaux, de notables progrès ont également été réalisés. Dans le domaine de l'éducation, le nombre d'élèves fréquentant les établissements scolaires a doublé par rapport à la période précédant l'indépendance; en 1978, 1,6 million d'élèves assistaient aux cours primaires et 95 000 fréquentaient l'école secondaire. Dans le domaine de la santé, on a donné la priorité à la médecine préventive et plusieurs campagnes de vaccination nationales ont été menées à bien. En conséquence, le taux de mortalité juvénile a diminué spectaculairement. Par exemple, avant l'indépendance, la rougeole causait la mort de plus de 25 000 enfants chaque année, tandis qu'en 1978 on n'a signalé que 110 cas de rougeole.

13. Les efforts de développement actuels du gouvernement ont pour objectif d'améliorer le niveau de vie de la population et de remédier à la situation critique en matière de devises en accroissant les exportations et en développant des produits substituables aux produits importés. On accorde donc la priorité à l'agriculture tant pour la consommation nationale que pour les exportations et on s'efforce d'accroître la production industrielle au même rythme qu'avant 1973, dans divers secteurs. On développe actuellement la pêche hauturière tant pour la consommation nationale que pour l'exportation et des efforts considérables sont déployés pour accroître la production de crevettes et de

langoustes. On **s'emploie** également à accroître la production de coton et à développer les industries du bois. Une attention urgente est également **accordée au** secteur minier, susceptible de rapporter des devises. De grands projets sont également prévus dans le secteur industriel, dont la création de trois usines textiles, d'une usine d'outillage et de matériel agricoles et d'une usine de fabrication de carrosseries et de pièces de camions avec chaîne de montage.

14. Dans le passé, le Mozambique a beaucoup compté sur les recettes provenant du commerce de transit pour combler une partie de son déficit **commercial**. Dans le secteur des transports, les recettes ont très nettement diminué par suite de l'application des sanctions. Au cours des deux dernières années, on a cependant assisté à une augmentation sensible du transit à travers les trois ports principaux : Maputo, Beira et Nacala. De nouvelles locomotives ont été achetées et seront mises en service sur la ligne sud tandis que huit locomotives ont été **transférées de la ligne sud vers les lignes du centre et du nord afin** d'augmenter la capacité de transport de ces voies à destination du Malawi et de la Zambie. En 1978, le trafic, qui était peu important en 1977, s'est intensifié dans tous les ports. Cet essor s'est poursuivi en 1979 et, au cours du premier trimestre de 1979, le tonnage total du port de Maputo avait augmenté de 16 p. 100 par rapport au premier trimestre de l'année 1978, de 24 p. 100 à Beira et de 50 p. 100 à Nacala. A Beira et à Nacala, une très grosse partie de cet accroissement résultait de transbordements en provenance et à destination du Malawi, qui ont augmenté **simultanément de 23 p. 100 à Beira et de 75 p. 100 à Nacala**.

15. Seules les installations de manutention des marchandises en vrac de Matola ont enregistré une réduction du tonnage manutentionné. Les recettes totales provenant du trafic des marchandises en transit n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions que le tonnage manutentionné, en partie à cause de la réduction du **trafic** de marchandises en vrac par le port de Matola et en partie du fait que les marchandises en transit en provenance d'Afrique du Sud sont passées d'une position tarifaire élevée à une position inférieure.

#### B. Situation financière de l'Etat

16. Par suite d'une profonde réforme du régime fiscal, des impôts beaucoup plus élevés et plus progressifs institués en 1978 et d'un contrôle très strict des dépenses, le gouvernement a pu constituer un léger excédent de devises de 16,5 millions de dollars en 1978 alors qu'on prévoyait un déficit de près de 86 millions de dollars. Une partie de cet excédent provenait de la réforme du régime fiscal et du nouveau système de répartition et de contrôle des dépenses et une autre partie de l'intensification de l'activité industrielle. Du fait de la pénurie de devises, il est peu probable que les recettes continuent de

/...

s'accroître, de près ou de loin, au taux enregistré entre 1977 et 1978. Le gouvernement prévoit donc un déficit de 72,6 millions de dollars pour l'année 1979.

17. Commentant l'ampleur du déficit prévu, le Ministre de finances a indiqué qu'il serait peut-être possible de le ramener à 50 millions de dollars environ en améliorant le contrôle des dépenses et la perception des impôts.

18. Pendant de nombreuses années, les comptes ordinaires de l'Etat ont accusé un déficit et, à la fin de 1977, le déficit cumulé s'élevait à 85 millions de dollars. Le déficit total du secteur public, y compris les pertes subies par les organisations pratiquant l'autofinancement, telles que les chemins de fer et les ports, les compagnies aériennes et le réseau des télécommunications, était évalué à plus de 185 millions de dollars à cette date. Le déficit des principales organisations paraétatiques pratiquant l'autofinancement a été évalué à quelque 30 millions de dollars pour 1978, ce qui chifferait le déficit cumulé de l'Etat et des organisations paraétatiques à environ 200 millions de dollars à la fin de 1978. Ces déficits cumulés ont été en grande partie financés par la Banque centrale, entraînant des pressions sur les prix et la balance des paiements.

19. Le tableau suivant montre la tendance du budget ordinaire de l'Etat au Mozambique, au cours des dernières années. Il convient de souligner que ces renseignements ne prennent pas en compte le programme d'investissements du gouvernement.

Tableau 1

Budget ordinaire

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1976	1977	1978		1979
	(Montant effectif)	(Montant effectif préliminaire)	(Montant estimatif)	(Montant effectif préliminaire)	(Montant prévu)
Recettes courantes	198,8	252,0	330,0	363,0	396,0
Dépenses courantes	235,3	280,0	415,8	346,5	468,6
Balance des opérations courantes	-36,5	-28,0	-85,8	+16,5	-72,6
Déficit cumulé	-57,5	-85,5	-	-69,0	-141,6

Source : Gouvernement mozambicain.

Note : Conversion au taux de 1 000 escudos pour 35 dollars, jusqu'à la fin de 1977, puis 1 000 escudos pour 33 dollars.

20. La ventilation fonctionnelle des dépenses pour 1979 s'établit comme suit :
- 122,1 millions de dollars affectés à la défense et à la sécurité;
  - 92,4 millions de dollars affectés aux secteurs économiques;
  - 125,4 millions de dollars affectés aux secteurs sociaux, principalement l'éducation et la santé;
  - 75,9 millions de dollars fournis aux autres secteurs publics;
  - 52,8 millions de dollars affectés à la dette publique, à la sécurité sociale, aux budgets locaux, aux administrations provinciales et aux autres dépenses locales.

#### C. Balance des paiements

21. Les informations dont on dispose indiquent que le Mozambique devra probablement faire face à un grave déficit de sa balance des paiements pendant quelque temps. Les principaux facteurs qui contribuent à cette situation sont la diminution brutale des recettes en devises provenant du commerce de transit consécutive à l'application des sanctions, la diminution des revenus des travailleurs migrants, les sorties de capitaux dues aux facilités de transfert accordées aux étrangers quittant le Mozambique, la nécessité d'importer des produits alimentaires, des matières premières, des pièces détachées et du matériel et la lente reprise de la production dans le secteur des exportations. La plupart des projets et des programmes visant à accroître les exportations dans le domaine de la pêche et de l'agriculture et dans le secteur minier ne donneront pas de résultats tangibles dans l'immédiat. En attendant, le Mozambique doit continuer de compter sur l'assistance étrangère et l'aide alimentaire et sur un vaste programme de substitution des produits d'importation.

#### Commerce des produits de base : 1978

22. La valeur des exportations pour 1978 est provisoirement estimée à 176,2 millions de dollars. Ce chiffre est nettement inférieur à la projection établie au commencement de l'année, bien que supérieur de 17 p. 100 au chiffre de 1977. Les principaux produits exportés ont été les noix de cajou (47,5 millions de dollars), les crevettes et les homards (17,6 millions de dollars), le coton brut (14,4 millions de dollars) et le thé (13,4 millions de dollars).

23. La valeur des importations, estimée à 528 millions de dollars, était également inférieure au niveau projeté au commencement de l'année et supérieur de 7 p. 100 seulement à celle de 1977. Etant donné l'augmentation des prix à l'importation, la valeur des importations a probablement été inférieure au niveau de 1977 en termes réels. Les principaux produits importés ont été les céréales alimentaires, y compris les produits importés au titre de l'aide

/...

alimentaire (51,8 millions de dollars), le pétrole (96,7 millions de dollars), le fer et l'acier (33 millions de dollars), le matériel (116,2 millions de dollars), les textiles (49,5 millions de dollars), les pièces détachées (18,8 millions de dollars) et le lait et les produits laitiers (15,2 millions de dollars). Les importations de matières premières et de pièces détachées ont été insuffisantes et un certain nombre d'industries ont continué de fonctionner bien au-dessous de leur capacité.

Commerce des produits de base : projections pour 1979

24. Le gouvernement prévoit que la valeur des exportations atteindra 240,9 millions de dollars en 1979, chiffre sensiblement supérieur au niveau atteint en 1978. Les principales augmentations concerneront les noix de cajou, les poissons, les crustacés, le coton et le thé. On prévoit que les importations devront atteindre 660 millions de dollars, soit près de 25 p. 100 de plus qu'en 1978. Les principales augmentations concerneront le pétrole (jusqu'à 25,4 millions de dollars), les textiles (jusqu'à 16 millions de dollars), les pièces de rechange et les pièces détachées (jusqu'à 20,8 millions de dollars), le matériel (jusqu'à 114,8 millions de dollars) et le fer et l'acier (jusqu'à 6,6 millions de dollars).

Balance des paiements : 1973 à 1978

25. Le tableau suivant donne des prévisions relatives à la position de la balance des paiements du Mozambique pour la période allant de 1973 à 1978. Les prévisions pour la période allant de 1973 à 1976 ont été établies sur la base des règlements, à partir de données incomplètes, par la Banque du Mozambique. Les prévisions pour 1977 et 1978 ont été établies de la même façon par le Ministère des finances, dans la mesure du possible.

Tableau 2

Prévisions relatives à la balance des paiements

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<b>A. Echanges de marchandises</b>						
Importations	261	323	295	396	495	528
Exportations	175	200	169	147	150	176
Balance	-86	-123	-126	-249	-345	-352
<b>B. Invisibles</b>						
Paiements	71	80	92	96	90	83
Recettes a/	163	200	255	243	200	216
Balance	+92	+120	+163	+147	+110	+133
<b>Balance des opérations courantes</b>	+6	-3	+37	-102	-235	-219
<b>Balance générale</b>	-6	-22	-25	-154	-185	-239

Source: Gouvernement mozambicain.

a/ Y compris l'assistance étrangère.

/...

Balance des paiements : projections pour 1979

26. On prévoit un déficit commercial de 419 millions de dollars pour 1979. Les recettes nettes au titre des invisibles, les crédits à moyen et à long terme liés à l'achat de matériel et l'assistance internationale engagée jusque-là devraient couvrir quelque 231 millions de dollars de ce déficit; il restera encore 188 millions de dollars à financer. Il y a lieu de souligner que, faute d'une assistance internationale supplémentaire, le volume déjà restreint des importations devra encore être réduit. Etant donné l'importance des matières premières pour l'industrie, les pièces détachées et le matériel, une telle réduction aurait de graves répercussions sur la consommation, la production et les investissements.

Dette extérieure

27. La dette extérieure du secteur public s'élevait à 244 millions de dollars à la fin de 1978. Sur ce montant, environ 123 millions de dollars étaient imputables à des prêts octroyés par des gouvernements et des institutions financières internationales, en particulier la Banque africaine de développement (BAD), la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et le Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). On évalue le service de la dette et le remboursement des prêts à 52,8 millions de dollars pour 1979. Le service de la dette a été pris en compte dans les prévisions relatives à la balance des paiements pour 1979 figurant au tableau 2 ci-dessus.

### III. TRAITS PARTICULIERS DE LA SITUATION AU MOZAMBIQUE

28. Trois traits particuliers de la situation au Mozambique appellent des commentaires plus détaillés car ils affectent la capacité du Mozambique à réaliser un programme de développement normal. Il s'agit de la situation alimentaire, des attaques et des perturbations provoquées par le régime illégal de Rhodésie du Sud et du grand nombre de réfugiés cherchant asile au Mozambique.

#### A. La situation alimentaire

29. Une grande campagne alimentaire nationale a été lancée pour la saison 1977-1978 et, en dépit des graves inondations dans la vallée du Zambèze, des résultats positifs ont été enregistrés. Les ventes de maïs ont doublé tandis qu'augmentaient les quantités de riz et de pommes de terre commercialisées.

30. Bien qu'il ait mis l'accent sur la production alimentaire, le Mozambique continue d'être largement tributaire des importations de denrées alimentaires. La consommation a fortement progressé après l'indépendance, notamment dans les centres urbains par suite de l'augmentation des revenus et de l'afflux d'un grand nombre de gens vers les villes. La production n'a pas suivi l'évolution de la structure de la consommation en raison de l'absence de l'infrastructure nécessaire, de l'utilisation de techniques de production rudimentaires, de conditions de commercialisation insatisfaisantes et des difficultés à transporter les produits des régions excédentaires vers les centres de consommation.

31. Ces problèmes de structure sous-jacents ne seront résolus que lorsque le gouvernement aura réalisé avec succès son programme de développement agricole.

32. En outre, les pénuries alimentaires ont été aggravées par une suite de catastrophes naturelles en 1977 et 1978 dont les inondations, qui ont dévasté les vallées du Limpopo, de l'Incomati et du Zambèze, ont été les plus importantes.

33. Bien que le Mozambique importe divers produits alimentaires tels que pommes de terre, oignons, viande, lait et poisson, ses principales importations sont constituées par le blé, le maïs et le riz. Le tableau suivant montre quelles ont été les quantités importées de ces trois principaux produits en 1977 et 1978:

Tableau 3  
Importations de denrées alimentaires  
(en tonnes)

	1977	1978
Blé	96 700	121 000
Maïs	52 000	99 300
Riz	37 300	84 200

Besoins alimentaires pour 1979

34. Le rapport du Secrétaire général (A/33/173 et Corr.1, tableau 6) donnait les estimations préliminaires, en mai 1978, des besoins d'importations des principales céréales alimentaires pour 1979. En décembre 1978, le Gouvernement mozambicain procédait également à une évaluation des besoins. Ces estimations apparaissent dans le tableau suivant:

Tableau 4  
Prévisions des importations des principales céréales  
alimentaires: 1979  
(en tonnes)

	Chiffres figurant dans le document A/33/1973 et Corr.1 (mai 1978)	Prévisions du gouvernement (décembre 1978)
Blé	138 000	120 000
Maïs	110 000	155 000
Riz	60 000	65 000

35. Ces prévisions pour 1979 reposaient sur l'hypothèse d'une "année normale". Toutefois, en 1978-1979, le Mozambique a été de nouveau ravagé par des catastrophes naturelles à commencer par un cyclone qui a été suivi de sécheresses prolongées.

36. En décembre 1978, le cyclone "Angela" a frappé la côte du Mozambique et causé des dégâts importants, notamment dans la province de Nampula qui a été la zone la plus touchée. Plus de 16 700 habitations ont été perdues, des routes et des ponts ont été balayés et les cultures de 80 000 familles ont été complètement détruites juste avant la récolte. Les besoins d'assistance immédiats ont été estimés à 6 500 tonnes de riz et 6 500 tonnes de maïs. En outre, il fallait fournir à la population touchée des médicaments et des graines et remplacer ses outils et ses machines agricoles.

37. La province de Nampula est l'une des régions qui produit habituellement des quantités importantes de maïs et de riz destinées à la vente. Il est encore trop tôt pour évaluer l'étendue des réductions des livraisons de riz et de maïs provoquées par le cyclone. Toutefois, il est probable que les estimations les plus récentes des besoins alimentaires soient très modestes.

38. A la suite du cyclone, de vastes régions du Mozambique ont souffert de la sécheresse. Six provinces ont été touchées et l'on estime que 480 000 familles perdront une grande partie de leurs récoltes. Le gouvernement a estimé à près de 100 000 tonnes la diminution de la seule production de maïs résultant de la sécheresse. On trouvera des détails dans le tableau suivant, et notamment la répartition des pertes pour la famille ou secteur de subsistance, le secteur des coopératives et celui des fermes d'Etat:

Tableau 5

Pertes de maïs résultant de la sécheresse  
(en tonnes)

Provinces	Famille	Coopérative	Etat	Total
Maputo	15 700	1 280	7 890	24 870
Gaza	15 000	1 200	800	17 040
Inhambane	16 000	150	-	16 150
Manica	10 000	220	1 000	11 220
Sofala	10 000	-	-	10 000
Tete	20 000	-	-	20 000
Total	86 700	2 850	9 730	99 280

/...

39. On remarquera que c'est la famille ou secteur de subsistance qui a subi les pertes les plus importantes. Non seulement la quantité totale de maïs commercialisée par le secteur de subsistance aura diminué, mais de nombreuses familles sinistrées auront besoin d'assistance du fait que le maïs est leur aliment de base.

Evaluation des besoins alimentaires pour 1979 à dater de juin 1979

40. Compte tenu des pertes entraînées par la sécheresse et le cyclone "Angela", les besoins du Mozambique en importations de céréales alimentaires sont les suivants: blé - 120 000 tonnes; maïs - 260 000 tonnes; riz - 72 500 tonnes.

41. A la fin de mai 1978, les annonces d'aide alimentaire suivantes avaient été enregistrées:

Blé:	(en tonnes)
Suède.....	17 000
Canada.....	11 000
Danemark.....	26 000
Royaume-Uni.....	7 500
Communauté économique européenne (CEE).....	16 500
Pays-Bas.....	10 000
	<hr/>
Total ....	88 000

Maïs:

République-Unie de Tanzanie (arrangement swap). 27 000

Riz:

Etats-Unis..... 7 600

42. Au cours de 1979, le Gouvernement du Mozambique avait acheté 50 000 tonnes de maïs et 20 000 tonnes de riz. Il faut donc encore 32 000 tonnes de blé, 183 000 tonnes de maïs et 37 400 tonnes de riz. Compte tenu de la grave pénurie de devises, il faut que ces insuffisances soient résorbées d'urgence par une aide alimentaire.

Estimation préliminaire des besoins pour 1980

43. On prévoit que les besoins pour 1980 seront inférieurs à ceux de 1979, sauf catastrophes naturelles. Les besoins estimatifs sont les suivants:

/...

Tableau 6

Besoins alimentaires : 1980  
(en tonnes)

Produits	Consommation a/	Production intérieure commercialisée	Besoins d'importations
Blé	145 000	-	145 000
Maïs	248 200	118 200	130 000
Riz	110 000	60 000	50 000

a/ Ne comprend pas la production et la consommation de subsistance.

44. Le besoin d'une assistance alimentaire fournie par la communauté internationale apparaît clairement. Aux prix de 1979 les importations alimentaires prévues pour 1980 représenteraient environ 65 millions de dollars que le Mozambique n'est pas en mesure de payer étant donné qu'il prévoit un déficit de sa balance des paiements.

B. Attaques et perturbations

45. Le programme de développement économique et social du Mozambique continue à souffrir des attaques et des perturbations déclenchées par le régime illégal de Rhodésie du Sud. Les régions les plus sévèrement touchées sont les provinces de Gaza, de Manica, de Tete et de Sofala. Non seulement ces attaques dérèglent les activités économiques dans la région visée, mais en outre elles ont bouleversé un certain nombre de projets d'assistance multilatérale et bilatérale. Ainsi, par exemple, un vaste projet de reboisement, le programme d'élimination de la mouche tsé-tsé, le projet visant à créer une plantation pour la production de graines et l'étude de faisabilité pour une usine de pâte à papier et une papeterie ont été retardés au cours de l'année passée.

46. De nombreuses personnes ont dû quitter les zones frontalières qui sont susceptibles d'être attaquées et beaucoup des villages qui hébergent un grand nombre de réfugiés ont été détruits ou endommagés. Des écoles et des hôpitaux ont servi de cibles à ces attaques.

/...

47. Le gouvernement a informé la mission qu'au cours de la période de 12 mois allant de décembre 1977 à décembre 1978, le territoire du Mozambique avait subi plus de 400 attaques entraînant la perte de vies humaines, désorganisant des villages et des communautés et endommageant des bâtiments, des équipements et des infrastructures. Selon les rapports officiels, 1 100 personnes, dont 545 étaient Zimbabwéens et 475 Mozambicains, ont été tuées. Plus de 1 000 personnes auraient été gravement blessées et plus de 10 000 déplacées des villages et des régions qui avaient été attaqués.

48. Bien que l'on n'ait que des données partielles sur l'ampleur des dégâts, le gouvernement a fait connaître les destructions suivantes: 200 maisons, neuf entrepôts, quatre écoles, deux hôpitaux et sept magasins. De plus, 125 véhicules ont été détruits, 17 tracteurs rendus inutilisables et deux locomotives ont été mises hors d'usage. Huit ponts ont été dynamités ou endommagés ainsi que des portions d'un certain nombre de grandes routes.

49. De plus, la centrale hydro-électrique de Mavudzi a été attaquée et deux des principaux générateurs ont été détériorés, ce qui a privé de vastes secteurs de la province de Sofala, notamment le port de Beira, de courant durant plusieurs heures. On n'a procédé qu'à des réparations de fortune et le courant n'est pas encore suffisant pour satisfaire la demande aux heures de pointe. Les secteurs importants des produits manufacturiers et du transport ne sont donc pas alimentés de façon satisfaisante au cours des périodes de forte demande. Une attaque lancée contre les installations pétrolières de Beira ont causé des dégâts évalués à plus de 3 millions de dollars. Dix réservoirs ont été détruits, cinq réservoirs endommagés, une station de pompage détruite et des oléoducs détériorés. Plus d'un million de dollars de produits pétroliers ont pris feu.

50. Ayant été victimes de nombreuses attaques, les habitants des villages frontaliers et les réfugiés sont devenus très sensibles au harcèlement de l'aviation ennemie même lorsque aucune attaque n'a lieu. Comme les raids aériens avaient lieu auparavant sans avertissement, semant la mort et la destruction, chaque fois qu'un avion non identifié est aperçu dans le ciel, les villageois, ouvriers et réfugiés vont se réfugier dans les bois. Ainsi les travaux de déboisement, de construction et les travaux agricoles sont continuellement perturbés par les forces du régime illégal de Rhodésie du Sud, ce qui affecte gravement la production alimentaire, les programmes d'éducation et autres programmes.

/...

### C. Réfugiés

#### 1. Renseignements généraux

51. Le Mozambique continue d'héberger un nombre croissant de réfugiés de Rhodésie du Sud. Au cours de 1977, l'afflux de réfugiés vers le Mozambique s'est poursuivi au rythme moyen d'environ 1 000 personnes par mois. En 1978 et au début de 1979, un nombre bien supérieur a fui la Rhodésie du Sud et dans les 12 mois qui se sont écoulés entre mai 1978 et mai 1979, les réfugiés sont arrivés au rythme de 4 000 personnes par mois. Du fait de certains facteurs, l'hébergement des réfugiés au Mozambique pose des problèmes particuliers.

52. Les nouvelles arrivées sont pour une large part imputables à l'évolution de la situation interne en Rhodésie du Sud. Par exemple, il y a eu un afflux important de réfugiés à l'annonce du règlement interne, et un autre grand exode lorsque les villages protégés ont été démantelés. Les réfugiés sont également arrivés en grand nombre lorsqu'on a annoncé l'établissement de la conscription et la récente campagne électorale a, elle aussi, provoqué un nouvel afflux.

53. Autre cause de problèmes particuliers, les attaques et les incursions persistantes des forces armées du régime illégal de Rhodésie du Sud et le harcèlement constant des centres par des avions ennemis. Ces vols ont amené les réfugiés à fuir les centres pendant la journée, perturbant ainsi les travaux agricoles et les travaux de construction et désorganisant les programmes éducatifs et récréatifs. En outre, des problèmes médicaux particuliers se posent lorsque les réfugiés retournent aux centres.

54. Pendant quelques années, on a cru que les centres seraient provisoires et le programme d'assistance a été axé, dès le début, sur l'organisation de secours. On a mis l'accent sur la construction de structures temporaires sans chercher à doter les centres de bâtiments et d'installations plus durables. On admet maintenant que les réfugiés resteront au Mozambique bien plus longtemps qu'il n'avait été initialement prévu. De surcroît, la construction de structures temporaires, considérée au départ comme moins onéreuse, s'est révélée plus coûteuse à long terme. Cela étant, il faut maintenant envisager de construire des bâtiments et des infrastructures plus durables dans tous les centres de réfugiés du Mozambique.

55. Pour des raisons de sécurité, il faut subdiviser les deux centres de Doroi et de Tronga, qui comptent maintenant 75 000 personnes, en un certain nombre de centres secondaires plus petits. Chacun de ces centres secondaires nécessitera la fourniture de services sociaux distincts - écoles, entrepôts et dispensaires - ce qui entraînera des nouveaux travaux de construction et d'avantage de services d'appui administratif.

56. La situation dans chacun de ces centres varie, et est fonction des circonstances locales et du rythme des arrivées. D'une manière générale, tous ces centres ont besoin de recevoir un appui pour leurs programmes agricoles, dont l'exécution a été retardée. Tous les centres connaissent de graves pénuries d'aliments et de vêtements, le savon, les couvertures et les chaussures font également défaut.

57. Parmi les besoins importants, il faut citer la construction d'entrepôts à l'épreuve des intempéries pour le stockage des aliments à Nemo et Matenge. Les centres d'approvisionnement alimentaire des provinces de Tete et Manica ont été détruits à la suite de raids rhodésiens et doivent être remplacés. La création d'un bureau auxiliaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Beira, qui est devenu le centre d'approvisionnement pour tous les camps de réfugiés, a permis d'atténuer le problème de la réception et de la distribution des envois d'aliments et autres fournitures. Il faudrait toutefois disposer d'un entrepôt supplémentaire à Beira près du port pour stocker les aliments qui seront distribués aux dépôts de provinces pour être acheminés ensuite vers les centres de réfugiés.

58. Il faut mettre au point et exécuter quatre grands programmes. Premièrement, rien n'a été prévu pour la création des infrastructures nécessaires pour les services de santé. A l'heure actuelle, les réfugiés malades sont soignés dans de petits dispensaires et avant-postes de premiers secours construits en boue et argile et autres matériaux locaux. Il faudrait remplacer ces abris temporaires par des bâtiments permanents qui pourraient être intégrés dans les services de santé du gouvernement. On n'a pas encore établi le coût de l'amélioration des services de santé. Le deuxième besoin important concerne la possibilité de dispenser une formation professionnelle dans tous les centres. On espère établir dans un proche avenir un projet spécial de formation professionnelle qui sera présenté aux donateurs éventuels.

59. En outre, l'enseignement général doit être élargi et amélioré. Dans chaque centre, le groupe de population de loin le plus important est composé d'enfants d'âge scolaire. La fourniture des services éducatifs appropriés exige des dépenses importantes. Un inventaire détaillé des besoins éducatifs des réfugiés d'âge scolaire est en cours d'élaboration et sera présenté en temps voulu aux donateurs susceptibles d'appuyer le projet.

/...

60. Il faut mettre sur pied un programme spécial pour plus de 200 réfugiés handicapés qui ont perdu des membres à la suite du conflit qui se déroule dans la région. A ce jour, 40 d'entre eux seulement ont été munis de membres artificiels. Il est proposé d'installer les réfugiés handicapés près de l'hôpital de Nampula où ils pourront bénéficier de programmes de rééducation et autres formes d'assistance. A l'heure actuelle, toutefois, l'hôpital ne dispose pas du personnel spécialisé nécessaire pour s'occuper du grand nombre de réfugiés handicapés qui ont besoin de services de rééducation et de formation. Une assistance est nécessaire pour créer un centre spécial, subvenir aux besoins des réfugiés et fournir des spécialistes à l'hôpital.

61. Dans les rapports précédents on a souligné la nécessité de disposer de centres de consultations dentaires et d'une unité de radiographie mobiles dotés du personnel nécessaire pour s'occuper des réfugiés. Bien que quelques donateurs aient manifesté un intérêt pour ces services, aucun projet n'a encore été mis sur pied. Tous les centres de réfugiés ont également besoin d'une ambulance supplémentaire au moins. Il faudrait également fournir des ambulances supplémentaires aux hôpitaux provinciaux qui assurent des services d'urgence aux centres de réfugiés.

## 2. Centres de réfugiés

62. A la fin de mai 1979, on comptait 100 000 réfugiés dans cinq centres organisés. Les deux plus importants d'entre eux - Doroi et Tronga - devront être subdivisés en un certain nombre de centres secondaires pour des raisons de sécurité. Dans le centre de Mavudzi dans la province de Tete, la situation est extrêmement précaire étant donné que la route d'accès n'est pas praticable par tous les temps et que le transport d'aliments et de matériaux de construction est difficile et onéreux. Matenge, dans la province de Tete, créé après l'attaque du camp de Gondola par les forces du régime illégal rhodésien, est essentiellement un centre éducatif. Memo, dans la province de Gaza, à l'origine centre de transit, a été transformé en centre permanent, et a donc besoin de disposer de services communautaires et sociaux élargis.

63. Le tableau ci-après indique le nombre estimatif de Zimbabwéens réfugiés au Mozambique à la fin de mai 1979. Il y a lieu de noter que plus d'un tiers des réfugiés vivant dans des camps organisés sont des enfants d'âge scolaire et que les crèches ont recueilli plus de 7 500 enfants.

/...

Tableau 7

Nombre estimatif de Zimbabwéens réfugiés au Mozambique  
 à la fin de mai 1979

	<u>Adultes</u>	<u>Enfants d'âge scolaire</u>	<u>Enfants dans des crèches</u>	<u>Total</u>
<u>Centres organisés</u>				
Doroi (province de Manica)	30 000	12 500	2 500	45 000
Tronga (province de Sofala)	19 000	8 500	2 500	30 000
Mavudzi (province de Tete)	6 700	9 000	2 300	18 000
Matenge (province de Tete)	0	5 000	0	5 000
Memo (province de Gaza)	1 000	650	350	2 000
	-----	-----	-----	-----
Nombre total de réfugiés dans les centres	56 700	35 650	7 650	100 000
<u>Autres réfugiés</u>				
Centres improvisés	non disponible	non disponible	non disponible	<u>20 000</u>
		<b>TOTAL GENERAL</b>		<u><u>120 000</u></u>

Source: HCR et Gouvernement mozambicain.

a) Doroi (45 000 réfugiés)

64. Les réfugiés cultivent actuellement quelque 600 hectares de terre et l'on prévoit le défrichage de 500 hectares supplémentaires. Ce centre souffre de pénurie alimentaire chronique et il est difficile d'acheter des aliments sur place. On manque de matériaux de construction dans la région et le matériel de défrichage des terres insuffisant entrave l'exécution du programme agricole. Ce camp doit être réorganisé pour des raisons de sécurité, ce qui retardera encore l'exécution du programme agricole. Il faut augmenter et améliorer les équipements pour la préparation des aliments et fournir des aliments enrichis et des protéines d'appoint, en particulier aux enfants. La situation sanitaire demeure peu satisfaisante. Le programme d'enseignement a pris du retard à cause des attaques aériennes; les cours sont dispensés uniquement pendant la nuit parce que les réfugiés se cachent dans la brousse pendant la journée. La production agricole et le défrichage des terres ont également été perturbés pour la même raison.

/...

b) Tronga (30 000 réfugiés)

65. Comme Doroi, le camp de Tronga doit être subdivisé en petits centres secondaires pour des raisons de sécurité, ce qui entraînera la construction d'infrastructures supplémentaires et retardera la mise en oeuvre des programmes agricoles et d'enseignement. Quelque 500 hectares sont cultivés mais le centre continue à souffrir d'une grave pénurie alimentaire. Tronga dispose de terres arables mais elles doivent être défrichées avant de pouvoir être cultivées. Le centre connaît en outre une grave pénurie d'eau pour les cultures et a un besoin urgent de matériel d'irrigation. La route d'accès à Tronga est toujours en mauvais état ce qui oblige à transporter tous les aliments, vêtements et matériaux de construction dans le camp avant la saison des pluies. Des véhicules à quatre roues motrices sont nécessaires et il faut fournir du matériel de défrichement supplémentaire. La construction d'un groupe scolaire de cinq classes a été achevée mais on a besoin de bâtiments permanents supplémentaires. Au cours de l'année écoulée, une cuisine à l'épreuve des intempéries a été construite, mais, avec l'afflux croissant des réfugiés on a besoin d'installations supplémentaires pour la préparation des aliments. Les aliments, les vêtements, les couvertures et les chaussures font également défaut. Tronga est l'un des camps où les programmes agricoles et d'enseignement ont été perturbés par des attaques aériennes.

c) Mavudzi (18 000 réfugiés)

66. Le nombre de réfugiés à Mavudzi a plus que doublé au cours de l'année écoulée. Actuellement quelque 500 hectares de terres sont cultivées mais les aliments, les vêtements, les couvertures et les chaussures continuent à faire cruellement défaut. La route d'accès à Mavudzi est en très mauvais état et ne peut être utilisée pendant la saison des pluies. Les travaux de réfection nécessaires pour rendre la route praticable par tous les temps nécessiteraient de lourds investissements. La situation alimentaire s'est encore détériorée à la suite de la destruction de l'entrepôt de vivres de la province lors d'un raid récent. Ce dépôt central n'a pas encore été remplacé, bien qu'on ait construit un petit dépôt au centre. La région connaît une grave pénurie de matériaux de construction qui, jointe au problème des transports, a retardé la mise en place de l'infrastructure nécessaire. Il n'y a pas de salle de classe convenable et on a un besoin urgent d'un dispensaire. Bien que la situation sanitaire soit généralement satisfaisante, il faudrait du personnel supplémentaire en raison du nombre élevé des naissances. La route d'accès étant très souvent impraticable au cours de la saison des pluies, il est extrêmement urgent de doter le centre d'installations médicales et de lui fournir des ambulances à quatre roues motrices.

d) Matenge (5 000 réfugiés)

67. Après les raids aériens sur Gondola, les survivants, qui étaient tous des enfants d'âge scolaire, ont été transférés à ce nouveau camp. C'est essentiellement un camp éducatif dont les 5 000 réfugiés sont tous d'âge scolaire. Il faut de toute urgence doter le camp d'une infrastructure éducative, de logements et autres services communautaires essentiels et lui fournir une aide pour les services de protection de l'enfance et d'orientation. Comme il s'agit d'un camp relativement nouveau, on prévoit d'entreprendre des activités agricoles

/...

extensives tant à des fins éducatives que pour la production d'aliments. On a donc un besoin urgent de matériel pour le défrichement des terres, de matériel et de machines agricoles, de semences et d'outils manuels. Il faudrait également fournir des entrepôts à l'épreuve des intempéries.

e) Memo (2 000 réfugiés)

68. Tout d'abord camp de transit Memo est devenu un centre complet. La moitié de la population est composée d'enfants d'âge scolaire et d'enfants accueillis dans des crèches. La décision de faire de Memo un centre de réfugiés exige la construction et l'extension de services communautaires: on a besoin de matériaux de construction, de matériel agricole, d'outils et de moyens de transport supplémentaires et il faudra construire un entrepôt à l'épreuve des intempéries, une cuisine, un dispensaire et une salle de classe.

3. Centres improvisés

69. On compte maintenant quelque 20 000 réfugiés installés par petits groupes dans les villages des trois provinces de Manica, Sofala et Tete qui jouxtent la frontière avec la Rhodésie du Sud. Jusqu'à présent, les villages d'accueil et le Gouvernement mozambicain ont fourni la plupart de l'aide et de l'appui apportés à ces réfugiés. Leur nombre toutefois a tellement augmenté que les collectivités locales ne peuvent plus supporter cette charge et ont besoin d'une assistance internationale. Il faut fournir et distribuer des aliments, des vêtements et des médicaments et, si l'on veut que les réfugiés puissent subvenir à leurs besoins alimentaires, des outils agricoles et des semences. Ces réfugiés font peser une lourde charge sur les installations éducatives et sanitaires du gouvernement. Une aide aux hôpitaux et aux écoles aiderait le gouvernement à faire face à la situation.

4. Assistance requise

70. Vu l'augmentation rapide du nombre des réfugiés et les perturbations constantes que connaissent les programmes de défrichement des terres et les programmes agricoles, il est extrêmement difficile de prévoir le montant de l'assistance requise. En 1977, le montant total de l'assistance fournie par la communauté internationale s'est élevé à près de 9 millions de dollars, les principaux programmes étant ceux du HCR, du programme alimentaire mondial (PAM); de l'Organisme suédois de développement international (SIDA) et de l'Agency for International Development des Etats-Unis. En gros, les programmes du HCR fournissent un tiers environ du montant total des ressources nécessaires. Pour 1979, le HCR avait initialement affecté 3 millions à l'assistance aux réfugiés. Toutefois, l'afflux de ces derniers a été tel qu'il a fallu porter cette allocation à 5 250 000 dollars. Les autres principales sources d'assistance en 1979 sont la Fédération luthérienne mondiale (650 000 dollars), le Comité international de la Croix-Rouge (930 000 dollars) la Suède (3 636 000 dollars), et le Programme alimentaire mondial (4 800 000 dollars). Le Christian Council du Mozambique fournit également une assistance.

/...

L'assistance supplémentaire nécessaire pour 1979 est évaluée à près de 3 millions de dollars.

Assistance requise pour 1980

71. Le montant total de l'assistance nécessaire pour 1980 s'élèvera à près de 20 millions de dollars, non compris les projets supplémentaires dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle et de l'enseignement et l'aide spéciale aux réfugiés handicapés. Sur la base du nombre de personnes actuellement réfugiées au Mozambique, le HCR a décidé d'affecter près de 7,5 millions de dollars à ce programme, dont, 2 millions de dollars pour Doroi et Tronga respectivement, 1,1 million de dollars pour Mavudzi, 0,7 million de dollars pour Matenge, et 300 000 dollars pour Memo. Près de 1,5 million de dollars sont prévus pour les services généraux en faveur des réfugiés, l'aide aux centres improvisés, la construction d'entrepôts, l'amélioration des moyens de transport et les services d'administration et l'on compte 1,3 million de dollars seront affectés à la fourniture d'une alimentation complémentaire et de protéines et 1,8 million de dollars à celle de vêtements.

72. Toutefois, dans la période allant de mai 1978 à mai 1979, les réfugiés sont arrivés au Mozambique au rythme de 4 000 personnes par mois. Si cet afflux continue, le montant total de l'assistance requise de la communauté internationale pour 1980 dépassera les 20 millions de dollars actuellement prévus.

73. Les réunions périodiques du Comité consultatif composé du Gouvernement mozambicain, des organismes des Nations Unies et des donateurs intéressés restent l'instance la plus appropriée pour procéder à un examen détaillé de la situation des réfugiés dans les centres et de leurs besoins les plus urgents. Ces réunions permettront de mieux cerner les besoins supplémentaires en 1979 et les besoins particuliers pour 1980.

IV. PROGRES ACCOMPLIS DANS L'EXECUTION DES PROGRAMMES  
SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

74. Dans le rapport (E/5812 et Corr.1 et Add.1) de la mission que le Secrétaire général a envoyée au Mozambique comme suite à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité en date du 17 mars 1976, on a décrit l'assistance financière, économique et technique dont le Mozambique a besoin pour pouvoir exécuter normalement son programme de développement économique et être mieux à même d'appliquer pleinement le régime des sanctions à l'encontre de la Rhodésie du Sud. Dans le rapport d'étude sur la situation économique au Mozambique à la suite de l'application des sanctions, qui a été transmis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa trente et unième session, il a été noté que "bien que la réaction initiale de la communauté internationale face aux difficultés du Mozambique ait été encourageante, la situation actuelle était si précaire que le Mozambique ne pouvait espérer exécuter un programme de développement normal, sous quelque forme que ce soit" (A/31/266, par. 31).

75. Dans ces conditions, le Gouvernement mozambicain n'a été en mesure d'adopter qu'un programme d'urgence en matière d'investissements pour 1976 et 1977 fixé à 260 millions de dollars, soit très nettement au-dessous de ce que le gouvernement jugeait indispensable pour assurer un développement normal. Or, en raison surtout du manque de devises étrangères, le gouvernement n'a pu exécuter ce programme d'investissements restreint et les dépenses effectives du programme s'élevaient seulement à quelque 245 millions de dollars. Bien qu'une partie du programme ait été financée à l'aide de prêts et de dons étrangers, la Banque centrale a dû financer une grande partie des dépenses nécessaires.

A. Projets nécessitant une assistance d'urgence

76. Le montant du programme national d'investissements pour 1978/79 a été fixé à 460 millions de dollars, soit un montant beaucoup plus élevé que celui dépensé en 1976 et 1977 et qui était de 245 millions de dollars. Sur ce total, 320 millions de dollars devaient être financés par le gouvernement et 140 millions de dollars par de grandes entreprises et des organisations paraétatiques autonomes. L'affectation des investissements par secteur pour la période 1978/1979 est indiquée ci-après :

Tableau 8

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Secteurs	Total des investissements	Participation du gouvernement
Travaux publics	242,5	207,9
Industrie et énergie	46,0	39,6
Transports et communications	110,6	19,8
Agriculture	38,9	33,0
Divers	24,0	20,0
Total	460,0	320,0

/...

77. Bien que le budget ordinaire pour 1978 ait été légèrement excédentaire, un déficit élevé est prévu pour 1979. Si la communauté internationale ne fournit pas une assistance supplémentaire importante, il ne sera donc pas possible d'exécuter le programme d'investissements pour 1978/1979. En 1978, le montant estimatif provisoire de la part du programme d'investissements exécutée par le gouvernement s'élève à 99 millions de dollars, soit 62 p. 100 seulement du montant prévu.

78. Le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique (A/33/173 et Corr.1) comprenait une liste des principaux projets dont la mise en oeuvre était prévue pour 1978 et pour lesquels, n'ayant pas trouvé de sources de financement, on demandait l'octroi d'urgence d'une aide internationale (tableau 5 de l'annexe au rapport). Tous ces projets avaient été identifiés dans les Rapports précédents du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique.

79. Sur les 42 projets pour lesquels était demandée une assistance internationale d'urgence, dont le coût s'élevait à 48 millions de dollars environ, des fonds avaient été versés pour le financement intégral ou partiel de vingt d'entre eux seulement. Aucune assistance n'a été annoncée pour les 22 projets énumérés dans le tableau ci-après. Le gouvernement cherche à obtenir une assistance internationale pour ces projets revêtant un caractère d'urgence de façon à pouvoir en entreprendre l'exécution en 1979.

Tableau 9

Projets énumérés dans le programme d'investissements pour 1978-1979  
pour lesquels est demandés une assistance d'urgence

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

---

I. Industrie et commerce

F. Sous-station de Maputo et expansion de la sous-station de Sonete	<u>1 980,0</u>
Total partiel	<u>1 980,0</u>

II. Travaux publics

A. Approvisionnement en eau - Beira	99,0
C. Barrage de Massingir	957,0

/...

D. Assistance aux villages communautaires	82,5
E. Travaux d'irrigation à Marrenguele	115,5
G. Mise en valeur et protection des terres - fleuve Limpopo	108,9
H. Irrigation de la vallée du Limpopo	1 372,8
I. Réfection du barrage de Macarretana	1 155,0
J. Travaux d'irrigation	5 940,4
K. Irrigation de la vallée du Limpopo	1 815,0
L. Inventaire des ressources hydrauliques du fleuve Buzi	33,0
M. Inventaire des ressources hydrauliques du fleuve Lúrio	14,9
N. Inventaire des ressources hydrauliques du fleuve Lugenda	115,5
O. Réfection du barrage de Nampula	99,0
P. Projet de barrage à Vitória	99,0
Q. Centre de formation de tractoristes - Chókwè	69,3
R. Adduction d'eau pour l'agriculture	660,0
S. Appareils hydrométriques	165,0
	<hr/>
Total partiel	12 901,8

### III. Transports et communications

D. Remise en service de la station de Chinradzi	6,6
E. Remplacement du radar de l'aéroport de Beira	54,5
F. Sous-station dépendant de la station météorologique de Beira	435,6
G. Remise en état des stations météorologiques de Zambo-Montepuez	13,2
	<hr/>
Total partiel	509,9
	<hr/>
Total	15 391,7
	<hr/> <hr/>

### Nouveaux projets

80. Le Gouvernement mozambicain a identifié quatre nouveaux projets dont l'exécution nécessite l'octroi d'une aide internationale d'urgence. Trois de ces projets ont été rendus nécessaires par les destructions et perturbations résultant des actes du régime illégal de Rhodésie du Sud.

81. Le premier projet concerne la réparation et la reconstruction de la centrale hydro-électrique de Mavuzi endommagée et partiellement détruite au cours d'un raid. Ces travaux impliquent le recours immédiat aux services d'un consultant qui devra inspecter les générateurs et les installations endommagées en vue de déterminer s'ils peuvent être réparés ou doivent être remplacés. D'après une évaluation préliminaire, il faudrait remplacer deux générateurs, installer de nouveaux transformateurs et obtenir du matériel pour la production de l'électricité. Une liste préliminaire du matériel nécessaire figure plus loin à l'appendice I. Tous renseignements, notamment en ce qui concerne les

fournisseurs éventuels du matériel, peuvent être communiqués par le Gouvernement mozambicain ou l'Organisation des Nations Unies. Le coût estimatif de ce matériel sera fonction de l'évaluation du consultant qui **devra notamment déterminer s'il y a lieu de réparer les générateurs ou de les remplacer.**

82. Le deuxième projet concerne l'assistance à fournir pour remplacer et réparer les installations pétrolières de Beira endommagées récemment au cours d'un raid. Les installations de Mobil Oil, de Shell/BP et de Caltex ainsi que celles de Petromoc - la compagnie pétrolière nationale - ont subi des dommages. Dans le cas de Mobil Oil, les **pertes** en matériel, réservoirs et oléoducs notamment, s'élèvent à près d'un million et demi de dollars. Plus de 800 000 dollars de produits pétroliers ont été détruits. Dans le cas de Shell/BP, les pertes ont été de l'**ordre** de 300 000 dollars, dont 15 p. 100 en produits pétroliers. Les pertes de Caltex n'ont pas été aussi importantes. Pétromoc a été la compagnie la plus touchée: une station de pompage, 6 réservoirs et un certain nombre d'oléoducs ont été détruits. Au total, les **pertes** subies se sont **élevées** pour Pétromoc à 1,7 million de dollars.

83. Le gouvernement a besoin d'une assistance pour reconstruire et réparer les réservoirs, les oléoducs et les stations de **pompage** et remplacer les produits pétroliers détruits.

84. Le troisième projet concerne l'installation d'un réseau électrique de secours dans la province de Sofala. A l'heure actuelle, l'électricité qui alimente Beira et d'autres centres de la province de Sofala est fournie par la ligne de transport de force reliant les stations de Mavuzi et de Chicamba aux centres de consommation. Il n'existe pas de réseau parallèle qui puisse prendre le relai en **cas** d'interruption du courant comme cela s'est produit lorsque le réseau électrique a été **endommagé** récemment par suite de l'attaque lancée contre Mavuzi. Afin d'assurer l'approvisionnement de l'électricité en cas d'urgence, le gouvernement envisage de créer une centrale de secours reliée aux lignes de transport de force existantes afin d'alimenter les hôpitaux, les services de traitement des aliments et les installations portuaires de Beira. Le coût estimatif du projet décrit en **détail plus loin à l'appendice II est de 670 000 dollars. Le Gouvernement mozambicain ou l'Organisation des Nations Unies peuvent fournir tous renseignements au sujet des estimations.**

85. La constitution d'un stock de réserves alimentaires fait l'objet du quatrième projet. Le Gouvernement mozambicain a souscrit aux recommandations énoncées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'**agriculture (FAO) dans un rapport au sujet de la constitution d'un stock de** réserves soit constitué au Mozambique de façon que le pays puisse faire face aux besoins en cas de catastrophe ou de délais dans la livraison des importations. Outre l'assistance technique nécessaire pour la constitution et la gestion **dudit** stock, une aide internationale serait nécessaire pour la

/...

construction de vingt installations de stockage, dont le coût serait de 5 240 000 dollars, et l'achat de 60 000 tonnes de céréales comprenant 25 000 tonnes de blé, 25 000 tonnes de maïs et 10 000 tonnes de riz.

86. Ce stock de réserves garantirait les besoins du pays pendant deux mois en cas de délais dans la livraison des importations ou de catastrophe éventuelle. La FAO à Rome (document FAO/FSAS/ESCA/MOZ, en date d'avril 1979) ou le Gouvernement mozambicain peuvent communiquer tous détails au sujet de ce projet.

#### B. Assistance internationale

87. Le Gouvernement mozambicain a conclu des accords d'assistance mutuelle dans le domaine de la coopération et du développement avec 20 pays, à savoir : Bulgarie, Chine, Cuba, Danemark, Guinée, Hongrie, Jamahiriya arabe libyenne, Inde, Italie, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, République démocratique allemande, République démocratique populaire de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques et Zambie.

88. Pour ses activités de développement, le Mozambique est fortement tributaire de l'assistance des pays socialistes. Dans le cadre des accords d'assistance mutuelle conclus avec les pays socialistes, une aide matérielle, financière et technique lui est fournie pour presque tous les secteurs de son économie. Des programmes importants d'assistance sont également exécutés avec l'aide des pays nordiques et des Pays-Bas. En outre, une assistance est fournie au Mozambique par les institutions financières internationales, en particulier par la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) et par le Fonds spécial de l'OPEC.

89. Il est difficile d'indiquer le montant de l'assistance internationale fournie pour telle ou telle année du fait en particulier du délai qui s'écoule entre le moment où la fourniture d'une assistance est annoncée et la mise à exécution des accords. Le tableau ci-après communiqué par le Gouvernement mozambicain indique la valeur approximative de l'assistance fournie ou annoncée en 1978 par un certain nombre de pays et d'organisations en ce qui concerne les dons alimentaires et le financement de projets et de programmes.

/...

Tableau 10

Valeur approximative de l'assistance reçue par le Mozambique  
 en 1978 sous forme de dons alimentaires et pour certains projets  
 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Source	Type d'assistance	Montant
Suède	<u>Assistance spéciale</u>	
	Secours pour les réfugiés zimbabwéens	1 733
	Blé : 11 000 tonnes	1 815
	Poissons : 200 tonnes	347
	Secours pour les victimes des inondations	1 155
	Secours pour les réfugiés zimbabwéens	2 310
	Projet archéologique	112
	Appui au programme de coopération de l'Organisation météorologique mondiale(OMM)	670
	<u>Services de consultants et études</u>	
	Projet du Ferro do Honde	116
	Route d'Inchope (étude)	1 063
	Etude sur les transports	416
	Séminaires	116
	Projet de remise en état du matériel pour l'entretien des routes	162
	Organisation du réseau routier	568
	Projet intéressant la syviculture	1 155
	Scierie de Penha Longa	323
	<u>Financement des importations</u>	
	Carburants	1 155
	Engrais	1 733
Matériel de géophysique	46	

/...

	Matériel pour le secteur sanitaire	832
	Matériel pour l'approvisionnement en eau	2 079
	Matériel pour les besoins énergétiques	2 475
	Matériel d'information	2 063
	<u>Dépenses relatives au personnel</u>	
Fonds du Commonwealth	Personnel	264
	Etude de faisabilité pour le port de Beira	320
	<u>Programme Agricole</u>	
Mozambique/pays nordiques	Personnel étranger (SIDA)	1 414
	Personnel étranger (FAO)	878
	Personnel local	518
	Dépenses opérationnelles	16 817
	Matériel	7 793
	Construction	3 841
	Dépenses d'administration (SIDA)	254
Pays-Bas	Textiles	4 158
	Blé	990
	Pièces détachées	462
	Etude sur l'irrigation de l'agriculture dans la vallée de l'Infulene	231
	Projet visant à assurer la récupération du matériel et à former du personnel pour les industries	1 617
	Assistance complémentaire	1 650

/...

Etats-Unis d'Amérique	Blé : 20 000 tonnes	3 300
	Riz : 5 000 tonnes	743
	Lait en poudre : 290 tonnes	2 409
Australie	Blé : 4 000 tonnes	660
Canada	Blé : 11 000 tonnes	1 815
Danemark (prêt franc d'intérêt)	Systèmes d'adduction d'eau et pompes	3 135
	Volaille et abattoirs pour la volaille	3 135
Royaume-Uni (prêt de 2 500 000 livres sterling franc d'intérêt)	Ponts métalliques, péniches et grues	2 970
	Télécommunications aéronautiques	1 386
	Autre assistance	594
Norvège	Assistance technique, achat de matériel, pêche, assistance pour les industries énergétiques et électriques	5 859

---

Source : Gouvernement mozambicain.

Compte spécial des Nations Unies

90. En outre, une assistance a été fournie par l'intermédiaire du compte spécial des Nations Unies pour le Mozambique.

91. L'Assemblée générale a au paragraphe 12 de la résolution 33/126, appelé l'attention de la communauté internationale sur le compte spécial ouvert par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies afin de faciliter le versement de contributions pour le Mozambique. Jusqu'à présent, le montant total des annonces de contributions de neuf pays a/ à ce compte est de 1 510 305 dollars. Sur la demande du Gouvernement mozambicain, une somme de 1 344 861 dollars a déjà été utilisée pour l'exécution de projets et programmes urgents. Le gouvernement a fait valoir que le compte spécial permettait de répondre à des besoins qui n'étaient pas facilement assurés dans le cadre de programmes d'assistance bilatéraux et multilatéraux.

---

a/ Autriche, Chypre, Finlande, Ghana, Norvège, Philippines, Sierra Leone, Syrie, Tunisie.

/...

APPENDICE I

Liste provisoire du matériel nécessaire pour la remise en  
état de la centrale de Mavudzi

1. - 2 générateurs
2. - 2 détecteurs de survitesse
3. - 2 régulateurs pour turbine
4. - 3 alternateurs pilotes à magnétisme permanent
5. - 4 transformateurs de tension
6. - 6 convertisseurs de courant
7. - 1 transformateur de tension
8. - 2 parafoudres
9. - 1 convertisseur de courant
10. - 2 disjoncteurs
11. - 2 disjoncteurs
12. - 4 interrupteurs
13. - 1 interrupteur
14. - 1 interrupteur
15. - 6 parafoudres
16. - 3 parafoudres
17. - 2 thermomètres à résistance
18. - 3 jeux de cones de bronze à encoches
19. - 30 bagues
20. - 50 balais (31x30x25)
21. - 50 balais (37x30x20)
22. - 3 rupteurs
23. - 4 interrupteurs
24. - Feuille de néoprène (2x2x0,004m)
25. - Feuille de néoprène (2x2x0,006m)
26. - 10 rupteurs
27. - 30 isolateurs

/...

28. - 6 convertisseurs de courant 500/5 A
29. - 3 convertisseurs de courant 300/5 A
30. - 6 transformateurs de tension 6 600/110 V
31. - 3 voltmètres 0 - 10 000 V
32. - 3 voltmètres
33. - 3 ampèremètres 0 - 1 000 A
34. - 3 voltmètres 0 - 250 V
35. - 3 ampèremètres 0 - 40 A
36. - 3 voltmètres 0 - 150 V
37. - 3 ampèremètres 0 - 120 A
38. - 3 phasemètres
39. - 3 voltmètres 0 - 400 V
40. - 3 voltmètres 0 - 100 V
41. - 3 ampèremètres 0 - 1 800 A
42. - 3 ampèremètres 0 - 1 000 A
43. - 3 voltmètres 0 - 250 V
44. - 3 voltmètres 0 - 10 000 V
45. - 3 ampèremètres 0 - 1 800 A
46. - 9 thermomètres à colonne
47. - 6 relais
48. - 3 tiroirs de fermeture lente
49. - 3 doseurs de fermeture
50. - 3 tiroirs de dérivation
51. - 2 sphères pour vanne d'arrivée
52. - 2 écrans pour vanne d'arrivée

/...

APPENDICE II

Matériel pour l'aménagement d'un réseau électrique auxiliaire  
dans la province de Sofala

A. Groupes générateurs auxiliaires

- A-1. Deux groupes électrogènes auxiliaires, type 576 VB 4T, 576 KW, 720 KVA, 400/230 V, 50 Hz, 1 500 tours/minute et pièces détachées :

F.o.b. ....	£ 100 328,00
Coût estimatif du transport par mer .....	£ 4 325,00
Coût rendu à Maputo .....	£ 104 653,00

- A-2. Deux groupes électrogènes auxiliaires, type 282 VB 2 T, 282 KW, 352 KVA, 400/230 V, 50 Hz, 1500 tours/minute, et pièces détachées :

F.o.b. ....	£ 53 880,00
Coût estimatif du transport par mer .....	£ 2 025,00
Coût rendu à Maputo .....	£ 55 905,00

Fabricant : PETBOW (Royaume-Uni)

Moteurs : Cummins.

B. Transformateurs

- Deux transformateurs, 1 000 KVA, 0,4/6, 6/11 KV (**fonctionnement non simultané, double secondaire**) :

F.o.b. ....	£ 10 048,00
Coût estimatif du transport par mer .....	£ 1 056,00
Coût rendu à Maputo .....	£ 11 554,00

Fabricant : Brush Transformers Ltd. (Royaume-Uni).

/...

C. Tableaux de commande

Tableaux de commande compartimentés blindés d'extérieur dont :

2 tableaux simples de 6,6 KV, 150 MVA

2 tableaux simples de 11 KV, 250 MVA

2 tableaux simples de 22 KV, 500 MVA

et leurs accessoires :

F.o.b. ....	£ 45 270,00
Coût estimatif du transport par mer .....	£ 4 876,00
Coût rendu à Maputo .....	£ 50 146,00
	=====

Fabricant : South Wales Switchgear (Royaume-Uni).

D. Câbles

D-1. Câbles basse tension comportant monoconducteur cuivre  
PVC - PVC, 600/1 000 V :

6 000 mètres de 150 mm<sup>2</sup> de section

9 000 mètres de 240 mm<sup>2</sup> de section

3 000 mètres de 120 mm<sup>2</sup> de section

D-2. Câble haute tension à triple conducteur cuivre, XIPE - PVC,  
11/11 KV :

1 000 mètres de 35 mm<sup>2</sup> de section

F.o.b. ....	£ 62 432,00
Coût estimatif du transport par mer .....	£ 4 939,00
Coût rendu à Maputo .....	£ 67 371,00
	=====

Fabricant : Pirelli General Cables (Royaume-Uni).

Coût total :

A-1. ....	£ 104 653,00
A-2. ....	£ 55 905,00
B .....	£ 11 554,00
C .....	£ 50 146,00
D-1. et D-2. ....	£ 67 371,00
	=====
Total .....	£ 289 629,00
	=====

-----